

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 25/2 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.2.61356

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

rablement (en dépit des exigences accrues d'une noblesse en expansion politique et culturelle), la liberté, la nécessité d'un consensus, enfin et surtout la longue survie d'un code d'honneur qui distinguait entre les criminels de droit commun et les réfractaires aux impôts, ces derniers ne faisant qu'exercer en tout honneur un droit naturel et humain – toute intervention seigneuriale en la matière étant considérée comme une infraction barbare et inhumaine aux codes non-écrits de la conduite collective, auxquels le seigneur et ses fonctionnaires étaient astreints aussi bien que les paysans.

Si la seconde partie de l'ouvrage reflète les thèses de Charles Tilly sur les répertoires d'action collective, la troisième partie se place dans la perspective de la «moral economy» de E. P. Thompson. Tout en citant ces deux auteurs, Gabel ne les utilise guère comme instruments d'analyse. Sa visée centrale reste politique, axée sur les valeurs des communautés et les rapports entre les petits États et la réalité constitutionnelle impériale, mais finalement assez loin des débats historiques récents sur la construction de l'État en Europe. L'analyse aurait peut-être gagné en force par une perspective plus anthropologique, analysant de plus près les répertoires d'action dont les acteurs disposaient et leurs façons de les mettre en œuvre. Il n'en demeure pas moins que cet ouvrage emporte la conviction et innove nos connaissances de l'Empire, aussi bien par le choix du sujet que par son traitement. Par ses analyses fortes d'une culture politique différente, il fournit un contrepoids salutaire contre une vision trop téléologique de la naissance de l'État moderne.

Willem FRIJHOFF, Amsterdam

Frank MÜLLER, *Kursachsen und der Böhmisches Aufstand 1618–1622*, Münster (Aschendorff) 1997, 539 p. (Schriftenreihe der Vereinigung zur Erforschung der Neueren Geschichte, 23).

Confronté au conflit opposant, après la défenestration de Prague, les États de Bohême aux Habsbourg de Vienne, la Saxe électorale voisine passa, entre 1618 et 1622, d'une position de neutralité à une alliance militaire avec Ferdinand II. Expliquer ce qui est apparu à beaucoup d'historiens comme un revirement quelque peu velléitaire est l'objet de cette étude minutieuse, au jour le jour, où l'on ne nous fait pas grâce d'aucune ambassade à Dresde, à Prague ou à Vienne, ni des multiples négociations dans ces capitales, comme aussi à Munich, Mayence ou Heidelberg. L'auteur entend combler un déficit historiographique; peut-on continuer à se satisfaire de jugements hâtifs sur Jean-Georges I^{er}, dont le long règne de 1611 à 1656, couvre tout le temps de la guerre de Trente Ans, un Electeur qui pour certains est une figure-clé du conflit, pour les uns un traître à la cause protestante, pour les autres un traître à l'Empereur?

Pour comprendre la politique saxonne pendant ces quatre années cruciales, il faut rappeler les suites de la défaite protestante de Smalkalde (1547) qui fait passer, avec l'aval de Charles-Quint, la dignité électorale de la lignée ernestine à la lignée albertine, et le compromis d'Augsbourg (1555) qui assure au camp luthérien un statut dans l'Empire et à la Saxe un rôle de leader. Il faut tenir compte du Conseil secret qui gouverne avec l'Electeur, et dont le président et membre le plus éminent, Caspar von Schönberg, est du parti Habsbourg, de l'armée dont les officiers nobles adhèrent souvent à l'opposition que leur ordre mène à l'intérieur des États contre la politique princière, de la personnalité des diplomates, Johann Zeidler à Vienne, Friedrich Lebzelter puis Jakob von Grünthal à Prague, de celle du prédicateur de cour Hoë von Hoënegg, que son anticalvinisme pousse du côté de la cour de Vienne¹.

1 A rapprocher du rôle des confesseurs à la même époque, dont l'action a été magistralement soulignée par Robert Bireley, s. j. en ce qui concerne le père Lamormain à Vienne, directeur de conscience

Après la défenestration, le Conseil secret de l'électeur de Saxe, tenu en août 1618, conclut au maintien de la neutralité; l'analyse qui est faite de la situation de la Bohême est une analyse politique et non religieuse: l'empereur Matthias ne remet pas en cause la Lettre de Majesté de son frère Rodolphe II et le protestantisme ne semble pas être en danger, alors que le statut de l'Empire, auquel la Saxe est attachée, l'est par la révolte contre un souverain jugé légitime, acte que le conseiller-président Schönberg juge éminemment pernicieux. La Saxe est très sollicitée par les deux camps: les ambassades bohêmes se succèdent à Dresde, menées par Leonhard Colonna von Fels, par Joachim Andreas comte Schlick, par Friedrich von Talmberg, président du tribunal d'appel de Prague. Matthias dépêche auprès de l'électeur, Hans-Georg von Zollern, muni d'instructions du cardinal Khlesl, tandis que le camp protestant et le Palatin envoient Christoph von Dohna. En décembre 1618, Matthias finit par donner son accord à une offre de médiation saxonne qui devrait s'articuler avec des négociations parallèles menées à Munich, Mayence et Heidelberg. Après avoir surmonté de multiples difficultés, tous les protagonistes semblent d'accord pour tenir une réunion à Eger (act. Cheb), lorsque la mort du vieil empereur, le 20 mars 1619, remet tout en cause. Les États révoltés de Bohême rejettent le successeur Ferdinand de Styrie et recherchent un souverain: si Frédéric de Palatinat a ses partisans, l'électeur Jean-Georges a aussi les siens, dont Schlick, qui arguent de la compacité de la nouvelle entité politique qui serait créée par l'union personnelle de la Saxe et des pays de la couronne de Saint-Venceslas. Par ailleurs, la grande affaire de l'Allemagne est alors l'élection de Ferdinand au trône impérial; le gouvernement saxon nourrit, en vain, le projet d'une réunion préalable de concertation du collège des électeurs avant la réunion de Francfort.

A partir de l'élection impériale du 28 avril 1619, s'amorce le revirement saxon. Il ne s'agit pas, et l'auteur insiste là-dessus, d'un changement de politique, mais du choix de nouveaux moyens. Les buts de Dresde sont toujours les mêmes: éviter l'extension du conflit dans l'Empire et y mettre fin le plus rapidement possible. Mais les efforts de médiation ayant échoué, le gouvernement saxon intègre comme une donnée acceptable une victoire impériale seule capable d'éteindre l'incendie de Bohême; mais pour éviter que ce succès de Ferdinand II ait un effet déstabilisateur dans l'Empire, il convient d'obtenir des garanties de sécurité pour les protestants allemands, au moins ceux du cercle de Basse-Saxe. Il est certain que la radicalisation du gouvernement de Prague après la mort du vieil empereur, l'installation du Palatin, le rival calviniste, dans le voisinage de la Saxe, le souci de la légitimité mis en avant par Schönberg, tout comme les efforts des agents diplomatiques de Vienne et de Munich à Dresde, Gundakar von Liechtenstein et Lorenz von Wenzin, ont concouru au triomphe de la nouvelle orientation. Jean-Georges répondit aux avances de l'empereur en lui dépêchant Karl Hannibal von Dohna, ancien bailli de Haute-Lusace ayant quitté la province à la suite de son ralliement au gouvernement de Prague; il était muni d'un programme en quatre points: garanties pour les possesseurs protestants immédiats d'Empire des biens ecclésiastiques sur lesquels ils avaient mis la main dans le cercle de Basse-Saxe, protection des luthériens de Bohême, en cas de victoire impériale, contre la recatholisation, par une confirmation de la Lettre de Majesté, promesse des deux Lusaces pour les frais de l'engagement militaire saxon, octroi d'une principauté à Christian d'Anhalt. Parallèlement Jean-Georges s'efforçait de ne pas être le seul protestant à s'engager aux côtés de l'empereur; il déploya, en vain, de laborieux efforts pour rallier ses cousins de la lignée ernestine;

de Ferdinand II et le père Contzen à Munich, confesseur du duc Maximilien. Les ouvrages de Bireley ne sont pas cités dans la bibliographie (Maximilian von BAYERN, Adam Contzen, S. J., und die Gegenreformation in Deutschland, 1624–1635, Göttingen 1975 (Schriftenreihe der Historischen Kommission bei der Bayrischen Akademie der Wissenschaften, vol. 13), et Religion and Politics in the Age of the Counterreformation. Emperor Ferdinand II, William Lamormaini, S. J., and the Formation of Imperial Policy. The University of North Carolina Chapel Hill, 1981).

il obtint en février 1620 soixante *Römermonate* du cercle de Haute-Saxe. En mars 1620, Ferdinand II accepta les conditions de Jean-Georges et en avril, il le nomma commissaire impérial dans les Lusaces et la Silésie. Après la mise au point de protocoles militaires avec les troupes de la Ligue, la Saxe pouvait entrer en guerre. La concentration des troupes commença le 23 juin 1620, les opérations de conquête des Lusaces et de la Silésie s'étendirent de septembre 1620 à mars 1621; Jägerndorf résista jusqu'en mai. Les États et les princes abandonnèrent sans grande difficulté Frédéric V, le Palatin, et dès février-mars 1621, des accords furent conclus avec la Saxe: reconnaissance de Ferdinand II, garanties aux protestants, amnistie. Le plus grand différend entre Dresde et Vienne concerna alors la confiscation du Palatinat, décidée par le seul empereur et le transfert de la dignité électorale au duc de Bavière; c'était bien là une perturbation du *statu quo* impérial dont le maintien avait été un objectif constant de la politique saxonne. Jean-Georges finit par accepter le fait accompli en 1624.

Le bilan de la politique saxonne se résume aisément: succès territorial avec l'annexion, confirmée en 1635 à la paix de Prague, de la Haute- et de la Basse-Lusace, échec, en revanche, des tentatives pour faire que le conflit né à Prague, demeure un conflit localisé et ne remette pas en cause le statut de l'Empire. Militairement trop faible et politiquement écartelée entre les intérêts protestants et le loyalisme envers l'empereur, la Saxe et son électeur durent désormais subir les développements d'une guerre devenue européenne, jusqu'à son terme, bien plus qu'ils ne purent influencer essentiellement sur ses diverses péripéties.

Claude MICHAUD, Paris

Jean Le Boindre, *Débats du Parlement de Paris pendant la minorité de Louis XIV*, présenté par Robert DESCIMON et Orest RANUM, texte établi par Patricia M. RANUM, Paris (Honoré Champion) 1997, 440 S. (Pages d'archives, 2).

Nachdem in den letzten Jahren mehrere Neuerscheinungen zur Fronde und zu einigen ihrer wichtigsten Protagonisten erschienen sind¹, publizieren nun Robert Descimon, Patricia und Orest Ranum einen interessanten Quellenfund zur *Fronde parlementaire*. Es handelt sich hierbei um die *Débats du parlement de Paris pendant la minorité de Louis XIV* (Paris, Archives Nationales, U 336) gesammelt von Jean Le Boindre, *conseiller* am Parlament von Paris. Der Wert der *Débats* für die Forschung liege, so Ranum in seiner knappen Einleitung, nicht so sehr in der Bereitstellung neuer Fakten über den Verlauf der Fronde, die er als »révolution manquée« (S. 7) bezeichnet, sondern im authentischen Blick auf das Innenleben des Pariser Parlaments. Hier könne man diese Institution sprechen hören. Dem ist zuzustimmen: Le Boindres Sitzungsprotokolle folgen dem Geschäftsgang des Parlaments. Der Lektüre der zur Beratung anstehenden Deklarationen, *arrêts* etc. folgt die Stellungnahme der Räte. Deren Beiträge überliefert uns Le Boindre, oft verbunden mit einem Urteil zur rhetorischen Kunst des Redners (z. B. S. 230ff.). Ranum geht es vor allem um die von Le Boindre überlieferte Rede. Er möchte zur Erforschung der Debatten des Pariser Parlamentes anregen (»les historiens résumant, recensent, condensent, mais ne donnent jamais la parole aux magistrats, aux conseillers, aux assemblées politiques d'autrefois« (S. 8), einem Forschungsgebiet, das im angelsächsischen Bereich bereits über eine Tradition verfüge.

1 Simone BERTIÈRE, *Le Cardinal de Retz*, Paris 1990; Pierre GOUBERT, *Mazarin*, Paris 1990; Orest RANUM, *The Fronde. A French Revolution 1648–1652*, New York 1993, frz. Üb. Paris 1995; Michel PERNOT, *La Fronde*, Paris 1994; Geoffrey TREASURE, *Mazarin. The Crisis of Absolutism*, London, New York 1995.